

Unité Départementale Hérault
520, Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
34064 MONTPELLIER Cedex 02
ud-34.uid.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Montpellier, le

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2025

Contexte et constats

publié sur 

Heidelberg Materials France Granulats

lieu-dit La Réserve

34560 Poussan

Références : UD34/2025/H3/MJ/099

Code AIOT : 0006601174

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement Heidelberg Materials France Granulats implanté lieu-dit La Réserve 34560 Poussan.

L'inspection du 17 septembre 2025 s'inscrit dans le programme d'inspection établi au titre de l'année 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Heidelberg Materials France Granulats
- lieu-dit La Réserve 34560 Poussan
- Code AIOT : 0006601174 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

L'extraction de matériaux sur le site de la carrière GSM de Poussan est actuellement autorisée pour une durée de 30 ans par arrêté préfectoral n°2015-01-1530 du 10 août 2015, pour une production maximale annuelle de 1 200 000 tonnes.

Les conditions d'exploitation sur les fronts Est ont été adaptées par arrêté complémentaire du 4 décembre 2018, imposant notamment une réduction de la dimension des gradins suite à une instabilité de fronts survenue en 2012.

Les matériaux extraits sont traités par criblage/concassage dans des installations implantées sur le site, pour une puissance de 1200 kW.

En outre, le site accueille des matériaux inertes extérieurs pour recyclage dans les installations de traitement, ou mise en œuvre dans le cadre de la remise en état de la carrière.

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 7.5.1.3	Demande d'action corrective	30 Jours
2	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 7.4.1.2	Demande d'action corrective	30 Jours
3	Eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 7.4.1.3	Demande d'action corrective	30 Jours
4	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 7.4.1.1	Demande d'action corrective	30 Jours
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 7.5.2	Demande d'action corrective	30 Jours
6	Conditions de réception de matériaux inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5, 9	Demande d'action corrective	30 Jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

La gestion des eaux sur la carrière est à l'origine de constats de non-conformités portant sur les conditions d'alimentation (forage) mais également sur ses usages (lavage des bennes, bassin de collecte des eaux pluviales).

L'ensemble des non-conformités a été porté à la connaissance de l'exploitant qui s'est engagé à les lever dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 7.5.1.3	
Thème(s) : Risques accidentels Moyens de lutte contre l'incendie	
Prescription contrôlée : <u>Article 7.5.1.3 - Moyens minimaux d'intervention en cas de sinistre</u> La carrière doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. A cet effet, en l'absence d'un réseau de distribution d'eau et donc de poteaux d'incendie sur le site ou à proximité ne permettant pas d'assurer les besoins en eau pour l'extinction d'un incendie, une réserve d'eau de 120 m ³ est constituée et implantée dans un rayon inférieur de 200 mètres de l'accès au site de telle manière que les sapeurs pompiers disposent d'un débit de 60 m ³ /h pendant un minimum de 2 heures. Un plan du site et des moyens d'intervention disponibles est transmis au service prévision du service départemental d'incendie et de secours.	
Constats : L'exploitant n'a pas pu présenter de plan du site faisant apparaître les moyens d'intervention en cas d'incendie.	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'établir le plan du site selon les préconisations préfectorales et de le transmettre au service prévision du service départemental d'incendie et de secours.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Avec suites
Proposition de suites :	Demande d'action corrective
Proposition de délais :	30 Jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 7.4.1.2

Thème(s) : Risques chroniques Gestion des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Article 7.4.1.2 - Eaux pluviales

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que les eaux pluviales et de ruissellement ne soient pas affectées, dans la mesure du possible, par les installations et leur activité.

Les eaux pluviales tombant à l'intérieur du site sur les aires de stationnement et les voies de circulation, sont collectées par un réseau spécifique et dirigées vers le niveau le plus bas de la carrière. En cas de rejet dans le milieu naturel, elles doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- pH est compris entre 5,5 et 8,5 (norme NF T 90 008);
- température inférieure à 30°C ;
- matières en suspension totales (MEST) inférieures à 35 mg/l (norme NF EN 872) ;
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ;
- DBO₅ inférieure à 30 mg/l (norme NF T 90 103) ;
- Métaux totaux (Al, Cd, Cr, Cu, Fe, Hg, Mn, Ni, Pb, Sn, Zn) inférieurs à 15 mg/l ;
- hydrocarbures inférieurs à 10 mg/l (norme NF T 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

Constats :

Les eaux pluviales tombant à l'intérieur du site sur les aires de stationnement et les voies de circulation sont récupérées au sein de 2 bassins de collecte situés aux niveaux les plus bas de la carrière.

Concernant le bassin situé au Sud, il collecte les eaux de la partie Sud de la carrière et est situé à côté des bureaux de la société.

L'inspecteur de l'environnement a constaté la présence d'une canalisation permettant l'écoulement des eaux de ce bassin vers l'extérieur; cette canalisation, lors de l'inspection effleurait le niveau de l'eau dans le bassin, ce qui laisse supposer qu'une partie de ces eaux s'évacue sans contrôle sur leur qualité au droit des dispositions de l'article 7.4.1.2.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier des dispositions prévues pour la gestion des eaux au droit de l'exutoire du bassin Sud de la carrière, en cas de pollution (modalités d'obturation...) ou dans les conditions nominales de fonctionnement pour assurer le respect des valeurs limites de rejet prescrites à l'article 7.4.1.2.

Dans ce cadre il est demandé à l'exploitant de faire réaliser des analyses des rejets en sortie de bassin.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites :	Demande d'action corrective	
Proposition de délais :	30	Jours

N° 3 : Eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 7.4.1.3		
Thème(s) : Risques chroniques Eaux usées industrielles		
Prescription contrôlée : <u>Article 7.4.1.3 - Eaux industrielles</u> L'usage industriel de l'eau, pour des usages autres que le traitement des poussières n'est pas autorisé.		
Constats : Il a été constaté la présence sur site d'une aire de lavage des bennes. Cette aire de lavage est alimentée par le forage situé en partie Sud de la carrière. Elle ne dispose pas de compteur, ni de dispositif de récupération des eaux en vue d'un éventuel recyclage.		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant d'informer le service de l'inspection de l'environnement de cette modification effective apportée sur les usages de l'eau en vigueur sur le site avec tous les éléments permettant à l'inspection de juger des impacts liés à cette modification.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 30 Jours		

N° 4 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 7.4.1.1

Thème(s) : Autre Forage d'alimentation du site

Prescription contrôlée :

Article 7.4.1.1 - Prélèvement et consommation d'eau

L'alimentation du site en eau est assurée par un forage situé dans la partie Sud de l'exploitation et correspondant au piézomètre « Sud ». Le débit de prélèvement est de 2 m³/h.

Le forage est conforme aux prescriptions du code de la santé publique.

L'eau ainsi prélevée sert à l'humidification des pistes et au fonctionnement des sanitaires.

Afin d'éviter tout retour de liquide pollué dans le milieu de prélèvement, le forage est équipé d'un dispositif de protection anti-retour reconnu efficace. L'arrêt au point d'alimentation peut être obtenu promptement en toute circonstance par un dispositif clairement reconnaissable et aisément accessible.

L'alimentation du site en eau à consommation humaine se fait par bouteilles et fontaines d'eau minérale mises à disposition du personnel.

Constats :

L'exploitant n'a pu justifier de la présence d'un dispositif de protection anti-retour au niveau du forage d'alimentation en eau du site.

Le forage Nord ne servant pas pour l'alimentation du site en eau, le respect de cette prescription n'a pas été contrôlé au niveau de cet ouvrage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un dispositif de protection anti-retour efficace au niveau du forage de prélèvement situé en partie Sud du site, ou de justifier de son existence.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 Jours

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/08/2015, article 7.5.2

Thème(s) : Risques accidentels Contrôle des installations électriques

Prescription contrôlée :

Article 7.5.2 - Installations électriques

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente.

La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Constats :

Le dernier contrôle des installations électrique équipant le site a été réalisé le 11 avril 2025 par DEKRA. Ce contrôle a mis en évidence 23 non-conformités dont une partie a été levée le 15 septembre 2025 avec l'intervention de la société VALLAT Irrig Elec basée à Nîmes (30).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, du fait du grand nombre de non-conformités relevées, de prendre toutes les dispositions pour en lever l'intégralité dans les meilleurs délais, et de préciser ces échéances à l'inspection en réponse au présent rapport.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 Jours

N° 6 : Conditions de réception de matériaux inertes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5, 9

Thème(s) : Autre Réception de matériaux inertes

Prescription contrôlée :

Article 5

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonnes.

Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Article 9

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Un contrôle par sondage portant sur le respect de cette disposition a été réalisé pour la journée du 16 septembre 2025.

Il a été demandé à l'exploitant de justifier de l'existence du document d'acceptation préalable complet pour un chargement de déchets survenu ce jour-là.

L'exploitant a remis à l'inspecteur de l'environnement un document intitulé "demande d'acceptabilité préalable" s'appliquant à ce chargement.

Ce document appelle les observations suivantes :

- il n'y a aucune référence de cette demande dans le registre d'admission des déchets inertes,

- il n'y a aucune signature de ce document par les 2 parties pour cette demande de réception de déchets inertes entre le 14 octobre 2024 et le 14 octobre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra compléter son registre d'admission des déchets avec la référence au document d'acceptation préalable correspondant.

La date de signature de ces documents d'acceptation préalable devra être clairement affichée dans ce même document.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 Jours